

LA VÉRITÉ



Premier journal paru dans la clandestinité
(No 1 août 1940)

Abonnements:
26 numéros 50 fr.
52 numéros 100 fr.
C.C.P. Saujet 3205-19 Paris

MOBILISER LES MASSES TRAVAILLEUSES

UN BILAN POSITIF

DU 1^{er} au 5 février s'est tenu à Paris le 2^e Congrès National du Parti Communiste Internationaliste. 100 délégués, venus de Lyon, Lille, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Grenoble, Nantes, Paris, etc., ont travaillé assidûment pendant 5 jours pour définir la ligne politique et les formes d'organisation qui permettent de bâtir le grand Parti Révolutionnaire. La première journée fut consacrée à l'étude de l'activité du Parti pendant les 15 mois écoulés. Le Congrès, tout en enregistrant le bilan positif: parution hebdomadaire de « La Vérité », recrutement et élargissement de l'influence du Parti, a relevé avec vigueur les carences de la direction, particulièrement dans la législation tardive, dans les questions d'organisation et dans l'insuffisance de la vie politique intérieure. Deux résolutions repoussant le rapport moral furent votées.

Les jours suivants, les problèmes politiques, d'organisation, syndicaux, coloniaux, de « La Vérité » furent longuement étudiés; des résolutions sur chacune de ces questions furent votées. Au cours de la discussion politique, plusieurs tendances s'affirmèrent. Des divergences importantes avec le camarade Leblanc, qui fut seul à défendre ses positions, apparurent sur la situation de la classe ouvrière mondiale, sur le rôle de la bureaucratie stalinienne et sur la proximité de la III^e guerre mondiale. Cette position fut repoussée par l'unanimité du Congrès et le débat principal s'engagea entre deux tendances principales: l'ancienne majorité à laquelle le Congrès accorda à nouveau sa confiance, et une forte minorité.

Les désaccords apparurent sur l'analyse de la situation du mouvement ouvrier, sur le rôle du Parti, sur le caractère des grèves et des mouvements revendicatifs, et sur les mots d'ordre.

La majorité définit la période qui s'ouvre comme celle de heurts de classes inévitables, au travers desquels le prolétariat sera amené à briser le carcan des partis de collaboration de classes. C'est à travers ces luttes que se forgera le Parti Révolutionnaire. Cette politique et nos mots d'ordre pour la période présente sont concrétisés dans le manifeste lancé par le Comité Central à l'issue du Congrès, et que nous publions par ailleurs.

Des délégués des Sections sœurs espagnole, belge, américaine, grecque, allemande, apportèrent leur salut au Congrès.

Un délégué indochinois peignit remarquablement la lutte du prolétariat indochinois contre la bourgeoisie française.

Des camarades ouvriers, reprenant leurs expériences de chaque jour, montrèrent concrètement comment les ouvriers, en luttant contre le patronat pour défendre leur droit à la vie, se heurtent aux ministres communistes et socialistes.

Le Congrès a marqué une date très importante dans la voie de la construction du Parti de la Révolution prolétarienne en France.
Jean MARCOUX.

contre la famine, les bas salaires
et la réaction qui menace

MANIFESTE DU 2^{ème} CONGRÈS NATIONAL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

TRAVAILLEURS,

SIX terribles années de guerre impérialiste, un bain de sang, de boue et de mensonges chauvins, l'exaltation de sentiments les plus abjects, des crimes les plus monstrueux, du racisme, de l'extermination collective, de la torture barbare dans tous les camps.

Cinquante millions de morts! morts pour les capitalistes!
Travailleur, souviens-toi de la guerre impérialiste. Souviens-toi de cette barbarie déchaînée par les maîtres du monde au nom de la Démocratie ou de l'Espace Vital. Et dis-toi qu'aucun sacrifice n'est trop grand pour abattre le régime monstrueux qui engendra deux guerres mondiales et prépare la troisième.

Souviens-toi que le sort de l'humanité est entre tes mains:
— ou bien la classe ouvrière abattra le capitalisme et construira le socialisme,
— ou bien les années qui viennent verront se déchaîner les forces de barbarie introduites par les guerres, les expéditions coloniales et le fascisme... et des débris d'humanité s'enfonceront dans une nuit sans fin traversée des éclairs de la bombe atomique.

Indifférente à ce destin inexorable qu'il ne lui appartient pas de maîtriser, décidée à sauver ses privilèges de classe, à perpétuer coûte que coûte l'exploitation de l'homme par l'homme, la bourgeoisie se cramponne au pouvoir.

Ses armes sont tour à tour l'oppression et le massacre, la ruse et l'hypocrisie « démocratique ».

Le but seul ne varie pas : le profit capitaliste.

UN AN ET DEMI DE « LIBERATION »

En août, la bourgeoisie de chez nous sauva sa domination face à la grève générale, à l'armement du peuple et aux comités d'usines, en exploitant à fond le mensonge chauvin, et en utilisant la ruse démocratique.

Elle fit d'un général monarchiste le sauveur de la République et repeignit l'Etat bourgeois de Thiers, de Poincaré et de Pétain aux couleurs de la IV^e République.

La Consultative couvrit le blocage des salaires. La Constituante prit à son compte l'expédition d'Indochine. Les communistes et les socialistes d'union sacrée, entrèrent dans les mi-

nistères pendant que la misère s'approfondissait et que montait la colère d'un peuple dont tous les espoirs avaient été bernés.

Les plans de famine

Car la question qui se posait et continuait à se poser de façon brûlante était :

Comment donner au peuple français les moyens de panser les plaies de six ans de guerre, de manger à sa faim, de se vêtir, de se loger et de se chauffer?

Or, que nous donne la bourgeoisie: Plan de Parodi, plan Plevin, plan Gouin-Philip, trois plans de famine.

(Suite page 2.)

Le Parti Socialiste Américain demande la légalisation de « La Vérité »

Nous avons publié dans le dernier numéro de « La Vérité » une lettre signée par de nombreux dirigeants des organisations ouvrières et démocratiques des Etats-Unis et demandant la légalisation de notre journal.

Cette lettre a été signée entre autre par Herman Singer, rédacteur en chef de l'organe central du Parti Socialiste américain « The Call ».

Déferre, secrétaire d'Etat à l'Information et membre du Parti Socialiste français, donnera-t-il suite à cette demande, ou continuera-t-il, lui aussi, la campagne d'étouffement de la presse révolutionnaire poursuivie depuis 17 mois par les divers ministres capitalistes de l'information.

Les feuilles réactionnaires se multiplient alors que la presse révolutionnaire reste baillonnée. Ce scandale doit cesser!

Dans toutes les réunions ouvrières, dans toutes les usines, protestez contre cette atteinte à la liberté de la presse, faites circuler et signer des pétitions et envoyez-les au ministère de l'Information. Exigez avec nous,

LA LEGALISATION DE « LA VERITE »!
LA LIBERTE POUR LA PRESSE OUVRIERE!

PÉRIR OU SE LANCER EN AVANT

LE Plan Gouin-Philip va-t-il remédier à la misère, à la paralysie économique et au chaos financier dont « le président » établissait le bilan dans sa fameuse déclaration? Pourrait-il enrayer la « chute du franc » et la cherté croissante de la vie? Voilà ce que les travailleurs veulent savoir.

Voyons exactement de quoi il s'agit.
On parle aujourd'hui de DÉFLATION. Il y a trois mois, on parlait d'INFLATION.

LA POLITIQUE D'INFLATION, c'est l'appel à la planche à billets: l'Etat met en circulation une quantité de plus en plus grande de papier-monnaie. Celui-ci se déprécie, se transforme en « monnaie de singe », ce qui fait que les prix montent en flèche, tandis que le pouvoir d'achat des salaires se trouve sans cesse réduit. Nous avons vécu pendant dix-huit mois sous le signe de l'inflation: les prix sont 8 à 9 fois plus élevés qu'en 1938, tandis que les salaires ne le sont que 3 fois.

LA POLITIQUE DE DEFLA-

TION qui lui fait suite aujourd'hui, c'est l'autre bout d'un même bâton. Mais c'est toujours l'ouvrier qui reçoit les coups. C'est la réédiction pure et simple des trop fameux décrets-lois de Laval:

— Blocage rigoureux des salaires bien loin en arrière des prix.

— Augmentation des impôts.

— « Economies budgétaires » notamment sur le dos des petits fonctionnaires.

Cela signifie la misère accrue et une charge supplémentaire sur les salaires actuels, charge représentée par quelques 20 milliards de nouveaux impôts.

LA POLITIQUE GOUIN-PHILIP, C'EST UNE DECLARATION DE GUERRE OUVERTE CONTRE TOUTE REVENDICATION DE SALAIRES, C'EST LA GRANDE PENITENCE POUR LES MASSES LABO-

RIEUSES.

Mais les 40 milliards d'impôts supplémentaires ne peuvent combler le gouffre financier, car le déficit atteint plus de 300 milliards. Le gouvernement s'est ingénié alors de réduire de 60 à 80 milliards le budget de l'armée qui englobait plus d'un tiers du budget total de l'Etat.

Les « généraux de la République » ont signifié qu'ils n'acceptaient pas une réduction quelconque de leur budget. Des conciliabules mystérieux ont eu lieu à Marly entre les chefs de l'armée et de Gaulle. De son côté, l'amiral d'Argenlieu, le chef sanguinaire de l'expédition contre le peuple indochinois, a annoncé sa décision de revenir à Paris afin d'apprendre aux « civils » que les expéditions coloniales coûtent cher. Le gouvernement, qui décide allègrement d'imposer la pénitence aux masses laborieuses, s'est hâté de battre en retraite devant les généraux et de capituler devant les exigences des massacreurs d'Indochine.

Il s'avère ainsi que maintenir la « coalition » avec les agents des capitalistes et rester sur le terrain de l'économie capitaliste que l'on se propose de guérir et d'assainir, ne peut mener en fin de compte qu'à la capitulation devant le grand capital et à l'offensive contre la classe ouvrière et les peuples coloniaux.

Voilà les résultats de l'unité nationale et du flirt avec le M.R.P.

La contradiction fondamentale de notre gouvernement c'est qu'il est obligé pour ne pas se brouiller avec la bourgeoisie, pour ne pas rompre la coalition avec elle, de pratiquer une politique anti-ouvrière et de tromper la confiance que les masses ont mise dans les grands partis ouvriers!

Pour nous, nous disons avec Lénine: « Périr ou se lancer en avant à toute vapeur. » Ou bien les masses laborieuses par l'action directe et notamment par la grève obligeront les partis socialistes et communiste français à rompre la coalition infâme qui les lie aux agents du capital et les décideront avec l'appui de la C. G. T. à prendre tout le pouvoir et à appliquer réellement la confiscation des grosses fortunes, l'expropriation de l'ensemble du système bancaire, l'expropriation des industriels et la mise en chantier d'un plan de production sous contrôle de l'ouvrier, ou bien la faillite de la « coalition » pèsera de plus en plus lourdement sur les épaules du peuple tout entier.

LA VÉRITÉ

DEUX AVERTISSEMENTS

MORNE, sans mot d'ordre, des déléguations squelettiques sans enthousiasme: telle fut la manifestation du 10 février. Et les travailleurs comparent ce triste cortège à l'éclatant souvenir de leurs manifestations de 1936, vibrant d'enthousiasme, couvrant Paris de drapeaux rouges, retentissant de leur Internationale et de mots d'ordre de combat.

Cette désaffection est une condamnation formelle de la politique des chefs ouvriers. Aller acclamer le plan de famine Gouin-Philip? Applaudir les chefs ouvriers qui l'approuvent « sans réserve »? Les travailleurs préfèrent rester chez eux.

Des millions viendraient pour manifester leur haine de cette politique, crier leurs revendications pour une vie meilleure.

N'est-ce pas la même condamnation que viennent de prononcer les travailleurs de Montmorency qui se sont abstenus de voter?

Mais cette condamnation s'accompagne d'un retrait, d'un désarroi dans les masses travailleuses. Retrait et désarroi qui ne profitent qu'à la bourgeoisie et à la réaction — comme le montre le succès réactionnaire de Montmorency.

Voilà où mène la criminelle politique « d'unité nationale » qui renforce la bourgeoisie, décourage les travailleurs et les écrase sous la misère.

Mais ces deux échecs peuvent et doivent être une leçon pour les travailleurs français: dans la voie où ils mènent les dirigeants ouvriers d'Union Sacrée, il n'y a que déboires, misère, et renforcement de la réaction.

L'autre voie c'est celle de la lutte pour imposer les mesures indispensables à soulager la misère des masses. Il n'y a pas à désespérer, la force ouvrière est immense, elle n'a pas disparu, elle n'est que désorientée. Qu'elle s'organise, qu'elle impose à ses dirigeants de rompre avec la bourgeoisie, ses Schuman et ses Herriot. Qu'elle suive l'exemple des mineurs de Lens, des rotativistes parisiens. C'est là la seule voie pour faire reculer le patronat.

C'est sur ce chemin que l'appelle le Parti Communiste Internationaliste!
Jacques PRIVAS.

LA POLICE PROTEGE LES GAMELOTS DU ROY
ET ARRETE LES MILITANTS OUVRIERS

UN de ces groupements royalistes qui ambitionnent de jouer au Parti nazi, avait organisé un meeting à la salle de Géographie le 7 février, sans doute pour commémorer la tentative de coup d'Etat fasciste du 6 février 1934.

La salle était remplie d'une foule inattendue et surtout inattendue pour les monarchistes eux-mêmes, car elle comprenait bon nombre d'ouvriers et de militants des Jeunes Socialistes et du Parti Communiste Internationaliste.

L'orateur de Mgr le Comte de Paris, dans un exposé filandreuse, fit une scandaleuse tentative d'assimilation entre certains (?) principes léninistes et la doctrine (?) monarchiste. S'adressant particulièrement aux marxistes, il ajouta même « ...et j'espère qu'il y en a dans la salle. »

Il ne pouvait mieux dire, car son laïus terminé, notre camarade Favre monta à la tribune. Le nom de Parti Communiste Internationaliste déclancha une salve d'applaudissements qui jeta un certain malaise dans le public fleurdelysé, qui comprenait enfin que l'affluence n'était pas spécifiquement monarchiste. Après avoir dénoncé la tentative d'annexer certains (?) principes Léninistes au monarchisme, notre camarade engagea les militants ouvriers à nettoyer le pavé de Paris de la vermine fasciste. Tandis qu'une vibrante « Internationale » saluait sa péroraison, la tribune était massivement envahie. Les « gens du Roy » s'apercevant avec tristesse qu'ils n'étaient qu'une poignée, exécutèrent un repli stratégique, non sans avoir fait connaissance avec les barreaux de chaises et abandonnèrent quelques matraques sur le terrain.



M. Debu-Bridel
n'est pas content

L'ancien leader du Front National, a cru bon de consacrer tout un éditorial au vidage des Monarchistes. Bien entendu, il proteste avec indignation, au nom de la liberté de pensée et de la liberté de parole.

M. Debu-Bridel est un « Démocrate », sauf quand il s'agit de la liberté de parution pour « La Vérité ».

La francisque n'y est plus,
mais le cœur y est

Vous souvenez-vous, sous l'occupation, quand un résistant était pris, nos policiers « patriotes » lui demandaient: « Gaulliste ou communiste? » Le passage à tabac était proportionné à la réponse. Or, très récemment, lorsque des militants du P.C.I., soutenus par des J.S. vidèrent des royalistes d'une salle de réunion, la police accourut, matraqua et arrêta un certain nombre de camarades. Plus tard, un policier, apprenant qu'il y avait des socialistes parmi les manifestants déclara candide: « Si on avait su cela, on ne serait pas venu, on croyait que c'étaient les Trotskyistes seuls qui tapaient sur les Royalistes. »

L'Emancipation des travailleurs
ne sera pas l'œuvre
des Ministres

Des ouvriers se sont opposés au départ de machines-agricoles à destination de l'Espagne franquiste. Bravo, Camarades, vous montrez l'exemple à tous les travailleurs de France. Nous nous plaignions à constater que « L'Humanité » aussi a salué votre acte. Mais nous posons une question: « Qui avait décidé l'envoi de ces machines en Espagne? » Les ministres n'étaient-ils pas au courant? S'ils ne peuvent rien contre de tels faits, qu'ils le disent, au lieu de saboter systématiquement tous les mouvements ouvriers.

Ils s'obstinent ces cannibales

Un certain nombre de généraux a protesté violemment contre la diminution du budget de l'Armée. Ces Messieurs n'admettent pas de réductions de salaire. Et ils ont frappé du poing sur la table. Mais comme un général n'est pas un vulgaire rotativiste, personne ne les a traités de collaborateurs. Et pourtant, souvenez-vous que pendant 4 ans, il y avait autour de Pétain plus de feuilles de chêne que de salopettes.

qu'elle ait été invitée. Il oubliera cependant de dire que le P.C.I. n'avait pas été invité et fut même un peu gêné de constater que non seulement les Trotskyistes n'étaient pas en retard, mais avaient au contraire dirigé la contre-manifestation. Il le fut encore davantage lorsque la salle cria « Unité d'action », « Milices ouvrières ».

A son tour, Baurière, du P.C.I., vint rappeler que la IV^e Internationale luttait dans tous les pays contre toutes les formes de fascisme et exprima l'espoir que se réaliserait enfin l'unité d'action de toutes les organisations ouvrières.

De nouveau « L'Internationale » retentit et les manifestants s'apprêtaient à se disperser calmement.

Mais la police républicaine alertée par les camelots du Roy gardait l'issue. Sous prétexte de rétablir « l'ordre », les gardiens de la paix, sous la conduite d'un commissaire zélé, tombèrent à coups de poings sur les Trotskyistes et les Jeunes Socialistes. Une soixantaine de manifestants furent arrêtés dont nos camarades Marguerite Usclat et J.-R. Chauvin, anciens déportés politiques pour le P.C.I., ainsi que Brassard, Dunoyer pour les Jeunes Socialistes.

Cependant la presse socialiste avortie, arriva peu après. Ce fut d'abord Lancelle, assez malmené par les policiers, qui protesta véhémentement. Le commissaire, un socialiste (que ne voit-on pas dans la S.F.I.O.), après avoir traité les J.S. de gamins, voulut bien les relâcher mais garder les Trotskyistes. « Les Trotskyistes sont nos camarades », s'écria alors Vergnolle, conseiller municipal socialiste et tout le monde sortit.

Mais quand donc nos camarades socialistes et communistes français comprendront-ils qu'il est urgent de réaliser l'unité d'action de tous les partis ouvriers contre les ligues fascistes qui se reconstituent à l'ombre d'un général monarchiste et qu'il est grand temps de constituer les Milices ouvrières.
J.-R. CHAUVIN.

MOBILISER LES MASSES TRAVAILLEUSES

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

un seul et même programme, surexploitation et misère des travailleurs. Le dernier né, le plan Gouin-Philipp reprend à son compte la politique de Laval-misère et se propose de réaliser des économies sur le dos des masses affamées.

La hausse massive sur les transports et le charbon, c'est Laval 1935; L'augmentation des impôts de consommation, c'est Laval 1935;

La hausse du prix du tabac, du vin et de l'essence, c'est Laval 1935; Les mesures de compression aux dépens des fonctionnaires;

Le blocage des salaires, c'est encore Laval.

de même que le monstrueux budget de 96 milliards proposé comme minimum par Philipp pour les crédits militaires.

Et ce sont deux « socialistes » qui se font les promoteurs de cette politique antiouvrière!

Et c'est un gouvernement à majorité socialiste-communiste qui organise la misère.

IL FAUT ENGAGER LA LUTTE CONTRE LA BOURGEOISIE

Comme ceux qui l'ont précédé, ce plan n'arrangera rien.

Tu as faim.

On te refuse la nourriture la plus strictement indispensable à ta vie et à celle de tes enfants.

Tu manques de pain, de vin, de viande, de beurre, de tout dans un pays où abondent les produits du sol.

Ce sont les intermédiaires, les margouins, les capitalistes qui nous affament. Il faut engager la lutte contre les affameurs, instaurer le contrôle populaire du ravitaillement. Il faut constituer les Comités Populaires du Ravitaillement!

Tu es mal payé.

Alors que les prix officiels poursuivent une ascension vertigineuse et rejoignent les prix du marché noir, ton salaire reste bloqué à des taux ridiculement bas.

Ce sont les capitalistes, les patrons et leur Etat qui te volent une partie plus importante que jamais de la valeur de ton travail pour tenter de conjurer une catastrophe économique qu'ils aggravent par ces mesures.

Si tu ne veux pas mourir de faim, il faut engager la lutte entre les capitalistes, les patrons et leur Etat. Tu ne peux te contenter de réclamer un ajustement de salaire qui serait immédiatement rattrapé par la hausse du coût de la vie; il faut imposer la garantie d'un pouvoir d'achat se rapprochant le plus possible de celui de 1939 pour les produits actuellement en vente sur le marché.

C'est-à-dire qu'il faut engager la lutte pour l'échelle mobile, pour le rajustement automatique des salaires.

Depuis 1939, le coût de la vie a augmenté de 8 à 9 fois. Les salaires doivent être multipliés par les indices correspondants calculés régulièrement tous les mois par la C. G. T.

Tu es froid.

Tu es mal vêtu, Tu es mal chaussé.

Même les vêtements de travail te sont refusés.

C'est que l'anarchie capitaliste rend vains tous les efforts des travailleurs et que le peu qui est produit s'en va au marché noir ou dans le gouffre de l'armée.

Il faut engager la lutte contre la bourgeoisie, les spéculateurs et les traîneurs de sabre pour imposer un Plan de Production élaboré par la C. G. T., appliqué sous Contrôle Ouvrier, dont la première préoccupation sera de procurer aux masses populaires les objets de consommation qui manquent cruellement.

Ce plan nécessitera l'expropriation des Trusts et de toutes les industries-clés et leur contrôle par les travailleurs. Il sera financé par :

- 1) l'expropriation de toutes les banques et leur fusion en une banque d'Etat unique;
- 2) la suppression des crédits militaires (125 milliards) et de police;
- 3) la confiscation des bénéfices de guerre.

COMMENT ENGAGER LA LUTTE?

Une lutte sérieuse sera nécessaire pour défendre nos salaires et pour imposer ces mesures de salut public; la bourgeoisie est décidée à ne rien

Les employés DES CAISSES D'ÉPARGNE obtiennent satisfaction

Les employés de toutes les Caisse d'Épargne de France se sont mis en grève le 5 février. Ils demandaient que leur soit accordées les augmentations de salaires attribuées aux autres travailleurs en mai dernier.

La grève a duré un jour et demi. Pressé par la grève, le ministre des Finances André Philipp a été contraint de signer un arrêté de remise en ordre des salaires qui accorde satisfaction aux employés de Caisse d'Épargne. Mais il est évident que l'augmentation obtenue est dérisoire si on la compare au coût de la vie sans cesse plus élevé.

Pour les employés des Caisse d'Épargne comme pour tous les autres travailleurs, la revendication essentielle reste l'échelle mobile des salaires, qui seule permettra le rajustement des traitements et salaires au coût de la vie dont l'indice sera calculé par la C.G.T.

céder. Mais la classe ouvrière dispose d'une arme puissante: LA GREVE.

La bourgeoisie a terriblement peur de cette arme. C'est pourquoi elle essaie de persuader les travailleurs qu'il est de leur intérêt de ne pas l'utiliser.

Le chantage à la production
« Si vous faites grève, vous nuisez à l'effort de production et vous affamez les villes », dit-elle. Ce chantage bourgeois, repris par les syndicats, a jusqu'à présent paralysé la lutte revendicative des ouvriers. Ils ont travaillé tant et plus sans revendiquer.

Et pourtant ça n'a jamais marché si mal.

Pourquoi?
Parce que la production n'a rien à voir avec le rendement individuel de l'ouvrier. On peut passer sa vie à tenter de remplir un seau percé; le résultat est connu d'avance. De même accepter de travailler sous la direction des capitalistes, des patrons, des banquiers et de leur Etat, c'est accepter que persiste l'anarchie propre au régime, c'est vouloir remplir un seau percé. C'est surtout renoncer à appliquer les seules mesures susceptibles de remettre en route la production au profit des masses: LE PLAN C. G. T. ET LE CONTROLE OUVRIER.

AUCUN TRAVAILLEUR NE SE DESINTERESSE DE LA PRODUCTION, CAR EN DEFINITIVE, IL S'AGIT DE SON POUVOIR D'ACHAT. MAIS LA LUTTE POUR LA PRODUCTION, C'EST D'ABORD LA LUTTE POUR LE PLAN ET LE CONTROLE OUVRIER, C'EST A-DIRE LA LUTTE CONTRE LA BOURGEOISIE PAR LES MOYENS DE CLASSE ET D'ABORD PAR LA GREVE.

TES LIBERTES SONT MENACEES

Les libertés démocratiques sont soumises à de multiples limitations.

Même cette démocratie boiteuse est menacée. Si de Gaulle a pris sa retraite « irrévocable », c'est pour mieux préparer le coup d'Etat. Les fascistes se regroupent et s'arment. Ils ne sont pas encore très forts c'est vrai. Mais tous les jours, ils se renforcent dans la mesure même où les partis ouvriers au gouvernement, reniant leurs promesses électorales pour ne pas rompre avec la bourgeoisie, s'avèrent incapables de réaliser quoi que ce soit pour le peuple.

Par leur couardise, par leur peur du peuple, ils courent à la faillite et alimentent la démagogie antiparlementaire du général des trusts, préparant ainsi le terrain où se recruteront les hommes de main du fascisme. Le danger fasciste est très réel. Cette fois, si nous n'y prenons garde, il réussira son 6 février. Il faut le tuer dans l'œuf et pour cela une seule voie: la lutte contre le capitalisme qui l'engendre et l'action directe des milices ouvrières contre ses bandes mercenaires.

GOVERNEMENT SOCIALISTE-COMMUNISTE-C. G. T.

Pour le pain et les salaires, pour la liberté, l'action de classe des prolé-

taires s'impose comme la seule méthode efficace.

Dix-huit mois d'unanimité nationale ont eu les conséquences les plus désastreuses pour la classe ouvrière. Les ministres des partis ouvriers ont en apparence la majorité au gouvernement; mais en réalité ils font la politique des capitalistes et de leurs valets M. R. P. puisqu'ils se refusent à rompre la coalition avec eux, puisqu'ils se refusent à appliquer le programme qu'impose la situation: Plan de la C. G. T.; Nationalisation sans indemnité ni rachat; Echelle mobile des salaires; Contrôle ouvrier. Pour ne pas se brouiller avec la bourgeoisie, ils n'ont d'autre solution que de mener avec elle une politique antiouvrière et de mettre à son service la confiance que les masses ont en eux. C'est pourquoi nous disons: il faut rompre la coalition, il faut que les travailleurs engagés la lutte contre les capitalistes, qu'ils se mobilisent dans les usines, dans les quartiers, dans les syndicats, dans leurs partis pour imposer le gouvernement socialiste-communiste-C. G. T. et la réalisation du programme pour le peuple.

Aux dirigeants des partis ouvriers, nous lançons ce cri d'alarme: si vous tardez plus longtemps à rompre la coalition avec la bourgeoisie, à engager le combat contre elle, à mobiliser l'ensemble des travailleurs pour vous soutenir et vous contrôler dans cette action, si vous persistez dans un jeu parlementaire qui ne trompe que les travailleurs, vous vous faites les fournisseurs du fascisme.

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

Il serait faux de croire qu'un tel gouvernement, même décidé à appliquer le programme que nous proposons, même appuyé par l'ensemble de la classe ouvrière mobilisée, puisse mener à bien son travail sans s'attaquer aux fondements mêmes de l'Etat bourgeois et à la sacro-sainte propriété capitaliste.

La mise de l'industrie et des banques au service de la nation, la renaissance et la planification de la production, la réalisation d'une démocratie véritable pour les masses ne deviendront de pléines réalités qu'après que la classe ouvrière aura abattu l'Etat bourgeois et instauré son propre Etat de classe. C'est dans cette voie qu'il faut s'engager dès maintenant.

Le Gouvernement P.S.-P.C.-C.G. T. que nous préconisons et que nous soutiendrons, prend sa place dans cette lutte comme une étape de mobilisation et de préparation des travailleurs pour la conquête du pouvoir, pour la révolution socialiste.

TRAVAILLEUR, TU AS DES ALLIES DANS LE MONDE ENTIER

Déjà les prolétaires italien, grec, indochinois, indonésien ont entamé le combat révolutionnaire. Aucun n'a encore triomphé c'est vrai. Il n'y a eu nulle part d'Octobre Rouge, car la direction révolutionnaire a manqué.

Mais dans le monde entier, les forces de la révolution s'accumulent, les masses laborieuses entrent en lutte. Aux Indes, en Extrême-Orient, en Afrique; dans la vieille Europe malgré l'occupation; dans la jeune Amérique où deux millions de grévistes

élevaient du premier coup aux revendications les plus avancées de notre juin 36;

partout la révolution socialiste est à l'ordre du jour; partout, travailleur de France, tu as des alliés, tes frères de classe, qui combattent pour la même cause que toi.

Dans le lointain Orient, le peuple annamite porte à la bourgeoisie qui l'exploite des coups que notre action coordonnée peut rendre décisifs. Ton devoir impérieux est, de soutenir sans réserve son combat émancipateur: « pas un homme, pas un sou pour les brigands colonialistes! »

A en croire les timorés, les troupes d'occupation de l'impérialisme américain seraient un obstacle insurmontable à la lutte pour le socialisme. Cela serait exact si nous renoncions à cette arme essentielle du prolétariat révolutionnaire, LA FRA-TERNISATION. Si nous savons au contraire nous adresser aux ouvriers et paysans américains en uniforme, appuyer leur revendication de retour au foyer, nous aurons en eux, non pas des ennemis, mais des alliés puissants dans notre combat pour l'instauration des Etats-Unis Socialistes d'Europe et du Monde.

RENFORCEZ LES RANGS DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

L'instrument indispensable des luttes ouvrières c'est le Parti révolutionnaire, l'Internationale révolutionnaire. Ce Parti, cette Internationale, la IV^e, se sont forgés dans la lutte contre le fascisme, contre la guerre impérialiste, pour les libertés démocratiques et les conditions d'existence des travailleurs, pendant que les vieilles internationales s'embarquaient dans la trahison et l'unanimité nationale, l'une comme instrument direct de domination de la bourgeoisie, l'autre — qui fut la glorieuse Internationale de Lénine et de Trotsky — comme instrument diplomatique d'une bureaucratie privilégiée, hostile à la révolution.

Travailleurs français, Le Parti Communiste Internationaliste est calomnié, le P.C.I. est traqué par les ennemis les plus clairvoyants du prolétariat.

Mais le P.C.I. vit et lutte, la démocratie règne dans son sein.

Le P.C.I. a combattu à vos côtés avant la guerre, dans la clandestinité, à la libération et après, toujours luttant pour les intérêts de la classe ouvrière, toujours soutenant ses justes revendications.

Le Parti Communiste Internationaliste vous offre un programme clair, le seul qui puisse nous sortir de l'impasse capitaliste. Son programme est celui-là même que vous devez faire votre si vous voulez sortir de la misère. Et c'est lui qui vous mènera à la victoire.

Renforcez les rangs du P.C.I. en faire le grand parti de la classe ouvrière, c'est la tâche qui s'impose aujourd'hui à tous les ouvriers conscients.

Pour le pain, la paix et la liberté, pour la victoire du socialisme, en avant avec le P.C.I., en avant avec le IV^e Internationale sous le drapeau rouge des prolétaires, sous le drapeau de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Le Comité Central du P.C.I. Paris, le 5 Février 1946.

LES GRÈVES DU SÉNÉGAL

Solidarité avec les travailleurs coloniaux

Une grande presse se garde d'éclairer ses lecteurs sur les luttes que mènent les travailleurs dans les colonies en vue de leur émancipation économique et politique. De telles informations sont inopportunes, même pour les journaux réformistes et stalinien qui semblent avoir à cœur de cacher au prolétariat de ce pays les fissures d'un système dont l'ébranlement ouvre de nouvelles perspectives révolutionnaires. C'est ainsi qu'il a été fort peu question de la grève qui vient de s'achever au Sénégal. L'événement fut pourtant considérable tant par son étendue et sa durée que par l'esprit de solidarité dont firent preuve les différentes catégories de travailleurs qui y ont pris part.

Le mouvement fut déclenché par les fonctionnaires indigènes des Transmissions, le 20 décembre, après la grève victorieuse des professeurs du lycée de Dakar. Le gouvernement ayant brandi la menace d'une réquisition, la grève s'étendit à tout le pays et à l'ensemble des travailleurs indigènes: fonctionnaires, ouvriers et employés des ports, de l'industrie et du commerce. Il ne fut plus question de réquisition. Les pourparlers que le Gouvernement dut entamer avec les fonctionnaires étaient sur le point d'aboutir lorsqu'ils furent rompus par leur décision de ne pas reprendre le service tant que leurs camarades des entreprises privées n'obtiendraient pas satisfaction.

Le geste est d'autant plus méritoire en raison du coût de la vie et des traitements dérisoires qui leur sont alloués, les fonctionnaires indigènes créent littéralement de faim au Sénégal. Ils se sont vus dans l'obligation d'accepter à emploi et à grade égaux une augmentation ne dépassant pas la moitié de ce qui fut accordé aux fonctionnaires du cadre européen. Ainsi le salaire minimum mensuel s'établit maintenant autour de 2.800 francs, alors que, sur la base des prix officiels, il a été calculé qu'il faut à un travailleur 5.900 francs par mois, à Dakar, pour lui permettre d'acheter les diverses denrées auxquelles lui donne droit sa carte d'alimentation.

Maintenir la grève dans ces conditions exigeait une énergie farouche.

LA POLITIQUE SYNDICALE AU DEUXIEME CONGRES DU P. C. I.

LA LUTTE POUR LES REVENDICATIONS, C'EST LA LUTTE CONTRE LA FAMINE !

Nous avons déjà, dans un précédent numéro de la Vérité, défini ce que doivent être les rapports entre les partis politiques et la classe ouvrière organisée dans la C.G.T. Rappelons-le en quelques mots: Le Parti Communiste Internationaliste est résolument pour l'autonomie des syndicats à l'égard des partis politiques. Le P.C.I. est contre « l'indépendance » à la façon Jouhaux, qui n'exprime en réalité que la dépendance à l'égard de la politique bourgeoise, ou de la façon Frachon, qui ne représente que l'inféodation bureaucratique de la C.G.T. à l'égard du P.C.F. Nous croyons que, devant chaque problème syndical et politique, l'orientation qui doit primer est celle définie par la masse des syndiqués, qui décident démocratiquement vouloir suivre telle ou telle voie.

Dans le cadre de ces positions brièvement exprimées, le II^e Congrès du P.C.I. a consacré une large partie de son ordre du jour à la discussion syndicale.

Une résolution sur les problèmes de la grève et de la production a été adoptée à la majorité. Dans cette résolution le P.C.I. déclare que tous les problèmes de la production doivent être subordonnés à la satisfaction des revendications. Les délégués ouvriers sont unanimement intervenus, pour démontrer comment le mot d'ordre « Produire d'abord », dans le cadre du maintien de l'exploitation nationale, aboutissait à perpétuer l'anarchie et la faillite de la reprise économique. Ils ont montré comment depuis la libération, les ouvriers avaient appliqué avec discipline le « Produire d'abord », et pourtant jamais misère, insécurité, famine n'avaient autant pesé sur les masses laborieuses.

En conséquence, le 2^e Congrès du P.C.I. a démontré que pour la satisfaction des revendications, but de la lutte syndicale, il n'y avait que l'action directe qui pouvait réussir. Et en ce sens le 2^e Congrès du P.C.I. a engagé les ouvriers dans les entreprises à débrayer, à faire grève pour leurs revendications, quand et au moment où les ouvriers le déterminent eux-mêmes démocratiquement. Le 2^e Congrès du P.C.I. conscient de formuler la meilleure tactique qui puisse satisfaire es revendications des masses a déclaré nettement:

Imprimerie Spéciale « LA VÉRITÉ »

Après Parodi et Plevén Gouin bloque les salaires

Gouin augmente les impôts de consommation. C'est sur la part des travailleurs qu'il veut faire des « économies » et des compressions.

Voyons à quoi se réduit cette part:

Années	Coût de la vie	Salaire brut (1)	Pouvoir d'achat
1938.	100	100	100
1940.	260	104	40
1941.	320	117	36
1942.	370	130	35
1943.	430	142	33
1944.	500	231	46
1945.	580	314	54
1945.	850	370	43

(1) 34 profession sur l'ensemble du pays. Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce tableau qui a été publié par « Franc Tireur » du 7 février 1946, pour constater:

- 1) que de 1938 à 1945, l'indice des prix est passé de 100 à 850 alors que les salaires ne sont passés que de 100 à 350;
- 2) que les salaires « augmentés » ne représentent en réalité que 45 % de leur pouvoir d'achat de 1938;
- 3) que les indices qui sont établis sur la base du marché officiel donnent une idée très supérieure à la réalité du pouvoir d'achat ouvrier, car ce pouvoir d'achat se trouve encore réduit par les nécessités d'approvisionnement hors du marché officiel et par la disparition quasi-totale d'objets autrefois courants.

Les rotativistes répondent aux calomnies

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

qui n'existaient pas il y a 40 ans. Or, le prix de la vie a suivi la même ascension que le prix des journaux et notre salaire perd chaque jour de sa valeur. Les ouvriers n'ont-ils pas le droit de revendiquer quand un gouvernement qui prétend stabiliser le coût de la vie, jette chaque semaine plusieurs milliards de nouveaux billets de banque dans la circulation, ce qui a précisément pour conséquence de faire augmenter les prix?...

« Alors, trimer, être volé et se taire? La coupe a fini par déborder et c'est ce qui explique l'action des travailleurs. Non, Monsieur le Ministre, il ne faut pas abaisser les « hauts » (?) salaires, il faut améliorer le sort des ouvriers qui ne gagnent pas suffisamment leur vie ».

Les dirigeants syndicaux, tels Bazillan et Largentier, étaient dès le début opposés à la grève. Ils employèrent toutes les manœuvres pour briser le mouvement. Ce sont eux qui ont réclamé l'arbitrage de Saillant dont la seule exigence fut d'arrêter la grève. Il fit de belles promesses, mais les grévistes, flairant un piège, demandèrent qu'une nouvelle Assemblée soit seule qualifiée pour décider de la reprise du travail. Les bonzes syndicaux « prirent leurs responsabilités » et firent cesser la grève, puis que Saillant donna toutes garanties!

Le lendemain, le Conseil des Ministres déclarait qu'il n'était pas lié par l'arbitrage Saillant et qu'il ne pouvait autoriser les employeurs à payer les indemnités, ce paiement constituant une contravention à des dispositions légales. La manœuvre fut claire, elle se fit en trois temps: la bureaucratie syndicale appelle Saillant, il intervient comme arbitre, grâce à des promesses fallacieuses, ils obtiennent la reprise du travail, le Conseil des ministres se désolidarise.

Malgré les calomnies et les trahisons, les imprimeurs savent qu'ils ne

sont pas battus et que la lutte reprendra. Ceux qui dès le lendemain de la grève ont censuré l'Humanité ont prouvé que leur combativité n'était pas émue. Ils ont utilisé la CENSURE OUVRIERE, contre les calomnies d'un journal qui ose se dire le défenseur des intérêts ouvriers, alors que depuis le premier jour de la grève les dirigeants stalinien ont eu recours aux pires mensonges et aux pires manœuvres.

Les imprimeurs, comme les mineurs de Lens ont en face d'eux un patronat de combat. Et lorsqu'ils entrent en lutte pour la défense de leurs conditions de vie, ils trouvent sur leur route leur propre appareil syndical, leurs propres partis et un gouvernement dont un Croizat est ministre du Travail et où siège une majorité de 10 ministres « socialistes » et « communistes français ».

Les travailleurs doivent comprendre qu'à chaque grève, qu'à chaque fois qu'ils entreront en lutte contre les patrons, ils verront désormais se dresser contre eux toute la machine « démocratique » des briseurs de grève.

Un imprimeur, membre du P.C.F., nous disait: « Ça ne peut plus durer comme ça, je suis décidé à demander des explications et à exiger que le Parti revienne à une politique révolutionnaire: s'ils refusent, de deux choses l'une, ou je leur rendrai ma carte, ou ils me la reprendront. »

Le Parti Communiste Internationaliste est intervenu dès le premier jour comme le seul défenseur de la grève. Sa délégation a affirmé sa

Campagne d'Abonnements

Le manque de place nous oblige à reporter au prochain numéro les résultats de la campagne d'abonnements. 75 % du plan est réalisé avec le chiffre de 494 abonnements.

Persone ne parla de céder. Mais, en vérité, comment accepter qu'il y ait encore à Dakar, où la vie est si chère, des salaires mensuels de moins de 1.800 francs? Tel était pourtant le cas pour les manœuvres.

Il est vrai que cette grève avait un objectif politique: les travailleurs du Sénégal réclamaient l'égalité des droits. Le Monde, lui, trouve naturel que le taux des salaires indigènes soit du tiers de celui attribué aux blancs; il s'indigne de leur prétention à la parité. Mais les travailleurs coloniaux en ont assez de cette inégalité de traitement, que le colonialisme a cru rendre invulnérable et l'érigeant en dogme. Beaucoup d'entre eux sont revenus de la guerre bien décidés à mettre un terme à un état de choses qui a permis, jusqu'à présent, de les exploiter au delà de toute mesure. C'est là une nouveauté dont il convient de se féliciter. Les travailleurs sénégalais montrent la voie à suivre: ils ont instinctivement compris que, d'une catégorie à l'autre, leurs intérêts sont solidaires et ont agi en conséquence. Le prolétariat de France doit se montrer attentif à ces luttes que livrent les travailleurs coloniaux pour leur émancipation et leur donner un appui total. Leurs intérêts sont communs. Voici un fait qui illustre bien cette communauté d'intérêt: au cours de la grève du Sénégal, le « Consortium de Bordeaux » et une savonnerie bien connue de Marseille se distinguèrent par leur intraitabilité de patrons de combat. Les mêmes, en France, refusent à leurs salariés le moindre rajustement de salaires!

LA POLITIQUE SYNDICALE AU DEUXIEME CONGRES DU P. C. I.

LA LUTTE POUR LES REVENDICATIONS, C'EST LA LUTTE CONTRE LA FAMINE !

Nous avons déjà, dans un précédent numéro de la Vérité, défini ce que doivent être les rapports entre les partis politiques et la classe ouvrière organisée dans la C.G.T. Rappelons-le en quelques mots: Le Parti Communiste Internationaliste est résolument pour l'autonomie des syndicats à l'égard des partis politiques. Le P.C.I. est contre « l'indépendance » à la façon Jouhaux, qui n'exprime en réalité que la dépendance à l'égard de la politique bourgeoise, ou de la façon Frachon, qui ne représente que l'inféodation bureaucratique de la C.G.T. à l'égard du P.C.F. Nous croyons que, devant chaque problème syndical et politique, l'orientation qui doit primer est celle définie par la masse des syndiqués, qui décident démocratiquement vouloir suivre telle ou telle voie.

Dans le cadre de ces positions brièvement exprimées, le II^e Congrès du P.C.I. a consacré une large partie de son ordre du jour à la discussion syndicale.

Une résolution sur les problèmes de la grève et de la production a été adoptée à la majorité. Dans cette résolution le P.C.I. déclare que tous les problèmes de la production doivent être subordonnés à la satisfaction des revendications. Les délégués ouvriers sont unanimement intervenus, pour démontrer comment le mot d'ordre « Produire d'abord », dans le cadre du maintien de l'exploitation nationale, aboutissait à perpétuer l'anarchie et la faillite de la reprise économique. Ils ont montré comment depuis la libération, les ouvriers avaient appliqué avec discipline le « Produire d'abord », et pourtant jamais misère, insécurité, famine n'avaient autant pesé sur les masses laborieuses.

En conséquence, le 2^e Congrès du P.C.I. a démontré que pour la satisfaction des revendications, but de la lutte syndicale, il n'y avait que l'action directe qui pouvait réussir. Et en ce sens le 2^e Congrès du P.C.I. a engagé les ouvriers dans les entreprises à débrayer, à faire grève pour leurs revendications, quand et au moment où les ouvriers le déterminent eux-mêmes démocratiquement. Le 2^e Congrès du P.C.I. conscient de formuler la meilleure tactique qui puisse satisfaire es revendications des masses a déclaré nettement:

Imprimerie Spéciale « LA VÉRITÉ »

Après Parodi et Plevén Gouin bloque les salaires

Gouin augmente les impôts de consommation. C'est sur la part des travailleurs qu'il veut faire des « économies » et des compressions.

Voyons à quoi se réduit cette part:

Années	Coût de la vie	Salaire brut (1)	Pouvoir d'achat
1938.	100	100	100
1940.	260	104	40
1941.	320	117	36
1942.	370	130	35
1943.	430	142	33
1944.	500	231	46
1945.	580	314	54
1945.	850	370	43

(1) 34 profession sur l'ensemble du pays. Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce tableau qui a été publié par « Franc Tireur » du 7 février 1946, pour constater:

- 1) que de 1938 à 1945, l'indice des prix est passé de 100 à 850 alors que les salaires ne sont passés que de 100 à 350;
- 2) que les salaires « augmentés » ne représentent en réalité que 45 % de leur pouvoir d'achat de 1938;
- 3) que les indices qui sont établis sur la base du marché officiel donnent une idée très supérieure à la réalité du pouvoir d'achat ouvrier, car ce pouvoir d'achat se trouve encore réduit par les nécessités d'approvisionnement hors du marché officiel et par la disparition quasi-totale d'objets autrefois courants.

A. DURIEUX.